

Finances en berne à la mairie

Paris doit affronter une crise de l'immobilier qui va priver la Ville de recettes plus fortement que prévu, et l'obliger à un plan d'économies qui suscite des inquiétudes.

Reunion de crise demain à l'Hôtel de Ville autour du maire de Paris. Comme chaque mardi avant le Conseil de Paris (qui a lieu le 6 avril), l'équipe de Bertrand Delanoë se réunit pour travailler sur les dossiers en cours.

Ce mois-ci, les élus auraient surtout dû plancher sur les Halles, dont le projet définitif va être lancé au Conseil.

Mais un sujet s'est invité à l'ordre du jour : l'effondrement du marché de l'immobilier dans la capitale, qui risque d'atteindre durement les finances de la mairie. A tel point que Bertrand Delanoë élabore déjà un plan d'économies drastique pour les mois à venir, et qu'il va devoir discuter avec son équipe.

Des premières tendances catastrophiques

En décembre, les élus parisiens avaient monté tout leur budget 2009 sur l'hypothèse d'une baisse des droits de mutation, ces taxes perçues sur les transactions immobilières, de 150 M€ par rapport à l'année précédente. Un recul de 850 M€ à 700 M€ était alors escompté pour 2009. Mais les premières tendances du marché début 2009 sont catastrophiques : la baisse des transactions pourrait atteindre les 40 %, et ce sont donc entre 50 et 100 M€ supplémentaires qui pourraient manquer au budget parisien dans les mois à venir. Un trou considérable. « C'est vrai, nous enregistrons un recul plus important que ce que nous avons prévu, reconnaît Bernard Gaudillère, adjoint (PS) au maire de Paris en charge des finances. Mais c'est un marché très complexe, il est difficile pour l'instant d'estimer précisément la perte possible. Nous allons cependant réviser à la baisse nos prévisions, ce qui implique un plan d'économies encore plus strict. Mais il n'est pas question de toucher à un seul de nos engagements de la campagne, ou à nos priorités. » Quelles économies ? « C'est encore prématuré, on se donne quelques semaines pour bien y réfléchir », ajoute le directeur de cabinet de Bertrand Delanoë, qui répète lui aussi que ces tailles « ne toucheront pas la vie quotidienne des Parisiens ». « Pas question de toucher aux priorités sur lesquelles nous avons été élus, prévient Jean-Pierre Caffet, président du groupe PS au Conseil de Paris. Le logement social, le tramway, la solidarité et les crèches sont inattaquables. » Beaucoup d'adjoints au maire sentent leurs projets menacés, comme à la délégation aux espaces verts ou celle des sports. Et dans la majorité plurielle de Bertrand Delanoë, les priorités ne sont pas forcément celles du maire de Paris : « Jusqu'ici, nous n'étions pas opposés aux Halles, explique Sylvain Garel, président

du groupe des Verts. Mais dans ce nouveau contexte, est-il prudent de lancer ce projet de rénovation d'un centre commercial pour 760 M€ ? » Les communistes préviennent : « Pas question de toucher aux emplois municipaux. Et il faut faire au contraire un effort supplémentaire auprès des plus démunis », souligne Ian Brossat, président du groupe PC. A droite, on ironise sur la promesse de la majorité de tenir ses engagements : « Le décrochage financier est là, il est brutal, explique Jean-François Legaret, maire UMP du I^{er} arrondissement et spécialiste des finances. Depuis des années, on dit que la gestion socialiste est irraisonnable, on les a prévenus sur les droits de mutation, une recette incontrôlable. Le pire, c'est que l'argent venant de la hausse des impôts cette année va être englouti dans ce trou financier, sans aucun bénéfice pour les Parisiens ! »